

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte trois documents.

À quelles difficultés se heurtent les politiques conjoncturelles dans la zone euro ?

DOCUMENT 1

Principaux indicateurs conjoncturels dans quelques pays de la zone euro en 2023

	TAUX DE CROISSANCE DU PIB (en %)	TAUX D'INFLATION (en %)	DETTE PUBLIQUE (en % du PIB)	SOLDE PUBLIC¹ (en % du PIB)	TAUX DE CHÔMAGE (en %)
Situations les plus favorables	Malte : 5,6	Belgique : 2,4	Estonie : 19,6	Chypre : 3,1	Tchéquie : 2,6
	Croatie : 3,1	Espagne : 2,4	Bulgarie : 22,1	Irlande : 1,7	Malte : 3,5
	Espagne : 2,5	Finlande : 3,1	Luxembourg : 25,7	Portugal : 1,2	Pays-Bas : 3,6
Situations les moins favorables	Irlande : -3,2	Hongrie : 14,2	Grèce : 162,0	Italie : -7,4	Espagne : 12,2
	Estonie : -3,0	Tchéquie : 10,1	Italie : 137,0	France : -5,9	Grèce : 11,1
	Luxembourg : -1,1	Slovaquie : 9,6	France : 111,0	Slovaquie : -5	Italie : 7,7

Source : D'après Eurostat, 2024.

1 : Différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques. Si le solde est négatif, il s'agit d'un déficit public

DOCUMENT 2

L'Union européenne dispose d'un budget limité, qui s'est élevé à 160 milliards d'euros pour 2018.

À lui seul, le budget général de l'État français était de 446 milliards d'euros en 2018, soit près de trois fois plus que celui de l'Union Européenne. Si on rapporte ces deux enveloppes respectivement aux populations concernées, on s'aperçoit que l'État français dépense en moyenne autour de 6 700 euros par habitant, quand l'Union européenne dispose d'un peu plus de 300 euros par citoyen. [...]

Le budget européen repose surtout sur deux grands piliers, l'agriculture et l'environnement (59 milliards d'euros en 2018) ainsi que la cohésion sociale et territoriale (56 milliards d'euros), qui représentaient à eux seuls plus de 70 % du total en 2018.

Le budget de fonctionnement de l'Union Européenne, qui inclut les frais liés à la Commission de Bruxelles, au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne, était quant à lui d'un peu moins de 10 milliards d'euros la même année, soit environ 6 % du total.

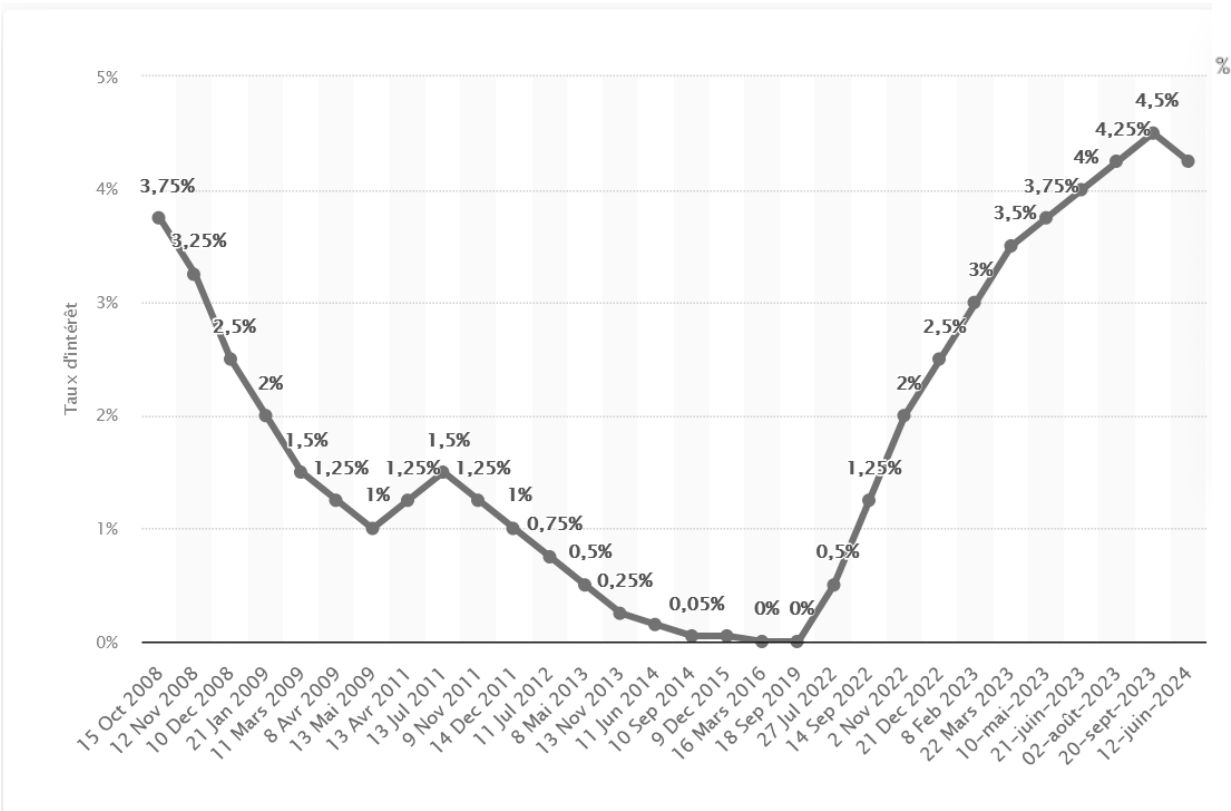
[...] Les États membres conservent des prérogatives budgétaires de premier plan. Les enveloppes consacrées en France à l'enseignement scolaire (72 milliards d'euros en 2018), à la défense et à la sécurité (63 milliards d'euros) ainsi qu'aux retraites et pensions (58 milliards d'euros) dépassent à elles seules le budget total de l'Union européenne.

Autre point de comparaison pour jauger le budget européen : le produit intérieur brut des États membres était de 15 300 milliards d'euros sur l'ensemble des Vingt-Huit en 2017. Les 160 milliards dont dispose Bruxelles ne représentent donc qu'autour de 1 % des richesses produites chaque année par les Vingt-Huit.

Source : Les Décodeurs, « Que représente le budget total de l'Union européenne », *Le Monde*, le 18 mars 2019.

DOCUMENT 3

Taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale européenne entre 2008 et 2024
(en %)



Source : Lafinancepourtous.com, 2024.